

RESF. Demmandant une audience, les militants ont été dégagés.

La police refoule parents et enfants

« Vous y êtes arrivés ! Vous avez repoussé une centaine de parents, de profs et d'enfants derrière une barrière. Mais nous ne sommes pas là pour revendiquer un droit à la sécurité, un droit à un intérêt ! » Florimond Guimard du Réseau éducation sans frontières (RESF) ne dévoiera pas. Hier, il aura fallu une petite heure pour que la tension monte. Une centaine de personnes se sont réunies sur la place Félix-Barbet, devant la préfecture. Objectif : obtenir une audience pour demander le réexamen des dossiers de régularisation de quatre familles. Parce que deux d'entre elles sont des mères isolées et qu'elles vont devoir quitter le Canada et qu'elles vont se retrouver à la rue, très éloignées de tout. Parce que deux d'entre elles sont des mères isolées, arrivant du Kosovo ou du Darfour et que les autres finiraient par être expulsées. Parce que deux familles ne peuvent plus rester à l'avant de leur refus de demander à la préfecture de trouver des solutions en termes de logement, qui respectent le droit à l'éducation et à la vie familiale », souligne Florimond Guimard. ■

Soutien à 4 familles expulsables

Une cinquantaine de personnes se sont rassemblées hier devant la préfecture, à l'appel du Réseau éducation sans frontières (RESF). Une dizaine devait y être reçue, pour discuter du sort de quatre familles expulsées du territoire français, dont les enfants sont scolarisées. Marseille. « Il y a 17 enfants en tout, raconte Florimond Guimard, de RESF. Deux familles au Darfour et du Kosovo se sont vues refuser leur demande de sécurité. Les deux autres du Sénégal et d'Algérie sont aussi menacées ». Restraint qu'elles se retrouvent à la rue dans les prochaines semaines. Hébergées en centre d'accueil pour demandeurs d'asile, deux familles ne peuvent plus rester à l'avant de leur refus de demander à la préfecture de trouver des solutions en termes de logement, qui respectent le droit à l'éducation et à la vie familiale », souligne Florimond Guimard. ■

« Pousssez ! », hurle un agent plus zélé que les autres finira même par arracher une banderole. « Laissez-les grandir ici ». Le message était très subversif.

CLAUDE RAINFROY

ET ANNE-LAURE SCHALLER

*Centre d'accueil pour demandeurs d'asile.

Au final, une délégation a été reçue à 18h : quatre personnes ainsi que Mireille Matuidi, conseillère d'arrondissement PCF des 11/7.

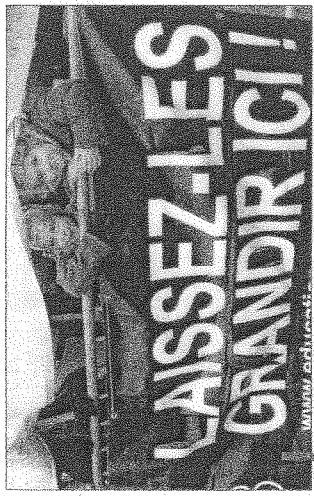


Demandant la préfecture hier, des enfants s'assistent durant le rassemblement.

JO ALEX

SOLIDARITÉ

Manif pour quatre familles sous la menace



Les militants de l'association rassemblée hier devant la préfecture ont été dégagés par la police. Les manifestants ont été dispersés par des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc.

« Je paye un loyer de 480 euros, l'un de mes fils est scolaire et je risque l'expulsion », déclare Wore, 31 ans, emmitouflée dans une couverture orange, portée dans son dos son petit dernier, Cheikh Bamba, un an et demi. Fallou, 5 ans, scolarisé en maternelle, est avec elle. Tous deux sont nés en France. La maman de Wore, décédée il y a six ans, avait la nationalité française et le restaurant "Sunuga" qui elle avait créé au Panier était bien connu. Alors, l'école des Moulineaux s'est mobilisée avec le RESF pour soutenir Wore et le restaurant.

« Poussez ! », hurle un agent plus zélé que les autres finira même par arracher une banderole. « Laissez-les grandir ici ». Le message était très subversif.

CLAUDE RAINFROY

*Centre d'accueil pour demandeurs d'asile.

Au final, une délégation a été reçue à 18h : quatre personnes ainsi que Mireille Matuidi, conseillère d'arrondissement PCF des 11/7.

« Je paye un loyer de 480 euros, l'un de mes fils est scolaire et je risque l'expulsion », déclare Wore.

Les militants de l'association rassemblée hier devant la préfecture ont été dégagés par la police. Les manifestants ont été dispersés par des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc.

« Je paye un loyer de 480 euros, l'un de mes fils est scolaire et je risque l'expulsion », déclare Wore.

Les militants de l'association rassemblée hier devant la préfecture ont été dégagés par la police. Les manifestants ont été dispersés par des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc.

« Je paye un loyer de 480 euros, l'un de mes fils est scolaire et je risque l'expulsion », déclare Wore.

Les militants de l'association rassemblée hier devant la préfecture ont été dégagés par la police. Les manifestants ont été dispersés par des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc.

« Je paye un loyer de 480 euros, l'un de mes fils est scolaire et je risque l'expulsion », déclare Wore.

Les militants de l'association rassemblée hier devant la préfecture ont été dégagés par la police. Les manifestants ont été dispersés par des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc.

« Je paye un loyer de 480 euros, l'un de mes fils est scolaire et je risque l'expulsion », déclare Wore.

Les militants de l'association rassemblée hier devant la préfecture ont été dégagés par la police. Les manifestants ont été dispersés par des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc.

« Je paye un loyer de 480 euros, l'un de mes fils est scolaire et je risque l'expulsion », déclare Wore.

Laissez les grandir ici : message trop subversif. [La photo à droite : CLAUDE RAINFROY, PHILIPPE LARIE, LAURENT TERNIAK]

Laissez les grandir ici : message trop subversif. [La photo à droite : CLAUDE RAINFROY, PHILIPPE LARIE, LAURENT TERNIAK]